

*La Délégation FO Energie et Mines était composée de Estelle DEVOS RS, Frédérique RICARD élue titulaire et Luc GERMAIN élu suppléant.*

Avant de faire lecture de sa déclaration liminaire, la Délégation FO Énergie et Mines a souhaité la bienvenue à la nouvelle Présidente, Madame Michaele GUEGAN au sein du Distributeur, en lui précisant qu'avec son arrivée, récemment celle de Madame Laëtitia VILLEDIEU, et au lendemain de la signature de l'accord Ega Pro, la tête de l'Entreprise se féminise enfin . . .

Au-delà de ce clin d'œil, la Délégation FO Energie et Mines espère que nous saurons construire, ensemble, un dialogue social de qualité.

Avant de quitter la séance, la Délégation FO Énergie et Mines a fait la déclaration suivante :

## **UNE RENTRÉE CHAOTIQUE**

### **Sur le plan climatique**

Voilà maintenant près de deux semaines que les îles du nord de l'archipel de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, ont été balayées par l'ouragan « IRMA ».

En début de semaine, un nouvel ouragan « MARIA » a frappé les Antilles et plus particulièrement la Martinique et la Guadeloupe. À ce jour, le bilan est encore difficile à établir.

C'est le deuxième ouragan de force 5 qui s'abat sur l'Archipel en à peine deux semaines.

FO Énergie et Mines affirme sa solidarité totale envers les populations touchées, parmi elles, nos collègues et leurs familles qui demeurent désormais dans un climat d'insécurité, de désolation et de précarité.

FO Énergie et Mines salue le travail réalisé par nos collègues et la mobilisation totale du Groupe. Une nouvelle fois les valeurs de Service public et l'abnégation des salariés des IEG font la démonstration de leur utilité et de leur efficacité.

À 6000 kms de là, en métropole, nous vivons une rentrée sociale, économique et politique consternante.

### **Sur le plan social**

FO Énergie et Mines se félicite d'avoir bloqué l'offensive patronale visant à modifier unilatéralement les Pers afin de supprimer notre statut national des IEG et de le remplacer par une convention collective forcément moins favorable.

S'agissant des ordonnances sur le droit du travail, FO Énergie et Mines, avec l'ensemble de ses militants, adhérents et sympathisants des IEG, a manifesté, sous des formes diverses le 12 septembre, pour exprimer son refus.

Sur les ordonnances elles-mêmes, FO Énergie et Mines dénonce des textes facteurs de régression sociale, les IEG étant directement impactées par plusieurs dispositions, notamment la fusion des IRP et l'instauration d'une rupture conventionnelle collective.

FO Énergie et Mines dénonce également les pertes de pouvoir d'achat. Non seulement, en ce début d'année, il y a eu le blocage du SNB, une première depuis 1946, mais la déroute continue avec la fiscalisation des frais de déplacement qui génère pour nombre de salariés, des baisses inacceptables de pouvoir d'achat.

FO Énergie et Mines soutient d'ailleurs les actions en cours au sein du Groupe EDF pour dénoncer cette imposition calamiteuse de l'Employeur.

Aussi, FO Énergie et Mines met en garde les employeurs et les pouvoirs publics sur les conséquences de l'augmentation de la CSG à venir et exige, pour les actifs et les retraités, un pouvoir d'achat décent et sans baisse.

À ce titre, FO Énergie et Mines combat toute remise en cause des droits des salariés et des pensionnés envers notre régime spécial et notamment, le mode de calcul, le niveau des pensions et d'une façon générale les caractéristiques spécifiques de notre régime.

FO Énergie et Mines s'opposera fermement et inflexiblement à la volonté du gouvernement de transformer les régimes des retraites en régimes par points.

#### **Sur les plans économiques et politiques**

FO Énergie et Mines réaffirme la nécessité absolue de défendre le Service public de l'électricité et du gaz, qui est un principe essentiel de notre République.

FO Énergie et Mines condamne les offensives de tous ceux, européens et français qui, au travers du programme du ministre de la Transition écologique et Solidaire Nicolas HULOT, veulent sacrifier les tarifs réglementés de l'électricité et céder aux concurrents nos outils de production. C'est inacceptable !

Face à cette rentrée sociale, économique et politique sans précédent, et pour marquer son opposition aux ordonnances qui seront soumises au Conseil des ministres le 22 septembre, FO Énergie et Mines appelle à poursuivre la résistance dès ce jour.

C'est pourquoi la Délégation FO Énergie et Mines du CCE d'Enedis quitte la séance.